



Commission mixte Suisse-Brésil: des signes d'ouverture du marché

Au cours de sa neuvième réunion, la Commission économique Suisse-Brésil a discuté de questions liées à l'autorisation de médicaments ainsi qu'aux importations de montres et de textiles. La réunion était présidée par Livia Leu, ambassadeur de Suisse et responsable des relations économiques bilatérales auprès du Seco. Quant à la délégation brésilienne, elle était dirigée par le sous-secrétaire Santiago Mouráu.

Avec un volume d'échange pour une valeur de 3372 millions de francs en 2017, les relations commerciales bilatérales entre la Suisse et le Brésil sont certes importantes, mais le potentiel est loin d'être épuisé. Une des explications est la grave récession que le pays a fini par surmonter en 2017. En réalité, c'est surtout la conséquence de la politique de substitution des importations qui a été menée pendant des décennies et d'une administration lourde qui a fortement freiné l'évolution économique. Alors que les exportateurs de machines, de montres et de textiles sont confrontés à des droits de douane et à des taxes très élevés, les importateurs de produits pharmaceutiques font face à une procédure d'autorisation des médicaments beaucoup trop lente. Les autorités brésiliennes ont douze années de retard pour ce qui concerne la reconnaissance des brevets.

Le Brésil tend à ouvrir ses marchés

Les participants à la commission économique ont insisté sur le fait que ces conditions-cadre défavorables ne doivent pas peser sur les perspectives. Le Brésil admet que des réformes en profondeur de sa politique d'économie extérieure sont

nécessaires. La politique de cloisonnement de l'industrie indigène est abandonnée au profit d'une politique d'ouverture des marchés.

Cette réorientation permet au Mercosur – dont le Brésil est le membre le plus important – de conclure des accords de libre-échange. À noter la conclusion imminente d'un accord avec l'UE – l'AELE suivra dès que possible. Le Brésil a salué expressément l'avancée des négociations avec l'AELE.

L'accord de libre-échange avec le Mercosur est crucial pour la Suisse

La Suisse a aussi signifié son grand intérêt pour la conclusion d'un accord. Le Mercosur est le cinquième espace économique le plus grand au monde. Les entreprises exportatrices suisses ne peuvent pas se permettre de rester à l'écart. C'est la croissance de l'industrie manufacturière et les infrastructures publiques qui renferment le plus gros potentiel. Il est prévu que des investissements privés dans des ports, des routes et des aéroports seront rendus possibles via des concessions. Par ailleurs, des pôles industriels tournés vers l'exportations seront développés dans des zones bénéficiant d'une franchise douanière dans les différents États.

Pour lancer d'autres réformes, le gouvernement doit toutefois attendre les élections fin avril..